Troitspevés par l'Assonité des Cours Générales du Affemblées Générales respectives or de telles Colonies, Frozinces ou Plantations, four ordinairement payés et applid qués." Re vu qu'il est nécessaire, pour l'avantage général de l'Empire: Britainique, que tel pouvoir de Réglemens de Commerce comanue à êrre exerce par la Majelles les Héritiers ou Saccesseurs, et le Parlement de la Grande Bretagne, suite infamissius a la condition ci-devant récitée, en égard à l'application d'aucuns Droits qui pourront être imposés à cet effet : à ces causes, il est statué par lu dite Autorité, que rien cet Acte n'empê. contemp dans cet Acte ne s'étendra, ou ne sera entendu s'étendre à empêcher ou ration d'aucun affecter l'exécution d'aucune Loi qui a été ou qui sera faite en aucum temp par la Majesté, ses Héritiers ou Successeurs, et le Parlement de la Grande Bretagné, pour établir des Règlemens ou Prohibitions, ou pour imposer, lever ou retirer des Dioits pour le Reglement de la Navigation, ou pour le Règlement du Commerce qui se fera entre les slement de la Nadites deux Provinces, ou entre l'une ou l'autre des dites Provinces et aucune autre partie des Territoires de la Majesté, ou entre l'une ou l'autre des dites Provinces et aucun Païs on Etat étranger, ou pour prescrire et diriger le payement des rabats de tels Droits ainfi imposés, ou pour donner à sa Majesté, ses Héritiers ou Successeurs aucun Pouvoir ou Autorité, par et de l'avis et consentement de tels Conseils Législatifs et Assemblées respectivement, de varier ou rappeller aucune telle Loi ou Loix, ou aucune partie d'icelle, ou en aucune manière d'empêcher ou opposer l'exécution d'icelle.

Acte de Parle-ment établissant des prohibitions ou imposant des droits pour le Révization et da Commerce, &c.

XLVII. Pourvû toujours, et il est statué par la dite Autorité, que le net produit de tous Droits qui seront ainsi imposés seront en tous tems ci-après appliqués à et l'usage des Propour l'usage de chacune des dites Provinces respectivement et en telle manière seulement qui fera ordonnée par aucune Loi ou Loix qui pourront être faites par fa Majesté, ses Héritiers ou Successeurs, par et de l'avis et consentement du Conseil Législatif et de l'Assemblée de telle Province.

Tels droits see vinces respectives.

XLVIII. Et vû que par raison de la distance des dites Provinces de ce Païs, et du changement qui sera fait par cet Acte dans le Gouvernement d'icelles, il peut être nécessaire qu'il y sit quelque interval de tems entre la notification de cet Ace aux dites Provinces respectivement, et le jour de son commencement dans les dites Provinces Acce, &c. respectivement; à ces causes il est statué par la dite Autorité, qu'il sera et pourra être légal à sa Majesté, de l'avis de son Conseil Privé, de fixer et déclarer ou d'autoriser le Gouverneur ou le Lieutenant Gouverneur de la Province de Québec, ou la Personne qui aura l'administration du Gouvernement, de fixer et déclarer le jour du commencement de cet Acte, dans les dites Provinces respectivement, pourvû que tel jour ne soit pas plus tard que le trente-unième jour de Décembre, dans l'année de notre Seigneur mil fept cent quatrevingt-onze.

Sa Majeste en Conseil fixena et déclarera le commencement de cet

XLIX. Et il est de plus statué par la dite Autorité, Que le tems qui sera fixé par sa Majesté, ses Héritiers ou Successeurs, ou sous son ou leur Autorité, par le Gouverneur, le Lieutenant Gouverneur, ou la Personne qui aura l'administration du Gou- et d'éléction, &c. vernement dans chacune des dites Provinces respectivement pour émaner les Writs de ne sera pas plus iommation et d'élection, et convoquer les Conseils Législatifs et les Assemblées de chacune des dites Provinces respectivement, ne sera pas plus tard que le trente-unième jour de Décembre, dans l'Année de notre Seigneur mil sept cent quatrevingt-douze.

Le tems pour emaner les Writs tard que Dec. le

L. Pourvû toujours, et il est de plus statué par la dite Autorité, que pendant tel

Entre le com.